**COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION
DU GRAND ANGOULEME**

**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
DU BUREAU COMMUNAUTAIRE
SEANCE DU 23 FEVRIER 2017**

Délibération
n° 2017.02. 8.B

**Chantier de
construction de la
médiathèque l'Alpha :
protocole
transactionnel
GrandAngoulême /
sociétés
COVERIS/SAREC -
Lot n° 1 "Macro lot -
clos ouvert"**

LE VINGT TROIS FEVRIER DEUX MILLE DIX SEPT à 17h00, les membres du bureau communautaire se sont réunis salle VIP - Espace Carat 54 avenue Jean Mermoz à L'ISLE D'ESPAGNAC suivant la convocation qui leur a été adressée par Monsieur le Président.

Date d'envoi de la convocation : **17 février 2017**

Secrétaire de séance : Anne-Marie BERNAZEAU

Membres présents :

Jean-François DAURE, Michel ANDRIEUX, Anne-Marie BERNAZEAU, Xavier BONNEFONT, Jacky BOUCHAUD, Michel BUISSON, Jean-Claude COURARI, Véronique DE MAILLARD, Gérard DEZIER, Denis DOLIMONT, Denis DUROCHER, François ELIE, Guy ETIENNE, Jeanne FILLOUX, Jean-Jacques FOURNIE, Maud FOURRIER, Michel GERMANEAU, Fabienne GODICHAUD, François NEBOUT, Yannick PERONNET, Marie-Hélène PIERRE, Jean REVEREAULT, Gérard ROY, Roland VEAUX, Anne-Laure WILLAUMEZ-GUILLEMETEAU, Vincent YOU

Ont donné pouvoir :

Alain THOMAS à Michel ANDRIEUX

Excusé(s) :

André BONICHON

Absent(s) :

Alain THOMAS

BUREAU COMMUNAUTAIRE DU 23 FEVRIER 2017

**DELIBERATION
N° 2017.02. 8.B**

COMMANDE PUBLIQUE

Rapporteur : Monsieur DEZIER

CHANTIER DE CONSTRUCTION DE LA MEDIATHEQUE L'ALPHA : PROTOCOLE TRANSACTIONNEL GRANDANGOULEME / SOCIETES COVERIS/SAREC - LOT N° 1 "MACRO LOT - CLOS OUVERT"

Par délibération n° 78.B du 23 juin 2011, modifiée par la délibération n° 113.B du 29 septembre 2011, le bureau communautaire a approuvé le lancement de la consultation relative aux travaux de construction de la médiathèque d'agglomération.

La commission d'appel d'offres du 28 juin 2012 a attribué le lot n° 1 « Macro lot clos couvert » au groupement conjoint composé des sociétés COVERIS, mandataire, et SAREC.

Le marché n°2012/20, conclu à prix global et forfaitaire pour un montant de 4 874 807,51 € HT, a été dûment notifié le 3 septembre 2012.

Le chantier de construction de la médiathèque a connu plusieurs difficultés qui ont conduit à un allongement du délai global d'exécution de 10 mois et auxquelles GrandAngoulême considère que le maître d'œuvre n'est pas étranger.

À la suite de la réception des travaux, le mandataire du groupement a adressé, le 8 février 2016, son projet de décompte final par lequel il a sollicité la somme de 1 209 090,84 € HT au titre du solde du marché réparti entre les membres du groupement de la façon suivante :

- 987 156,93 € HT pour la société COVERIS,
- 221 933,91 € HT pour la société SAREC.

Le 9 mai 2016, GrandAngoulême a notifié à la société COVERIS le décompte général de chaque membre du groupement.

✓ Le décompte général de la société COVERIS a fait apparaître un solde négatif d'un montant de - 26 631,79 € HT (titre 2016-T-701200000898 du 1^{er} septembre 2016) auquel s'est ajoutée une pénalité de retard de 2 800 € (titre 2016-T-701200000804 du 8 août 2016). Ce décompte a fait également ressortir que GrandAngoulême restait redevable de la somme de 10 120,52 € au titre des intérêts moratoires dus à raison du retard dans le paiement de situations de travaux. Cette somme a été dûment acquittée par GrandAngoulême.

✓ Le décompte général de la société SAREC a fait apparaître, quant à lui, un solde de 147 802,32 € HT, intégrant une déduction pour une pénalité de retard d'un montant de 20 900 € nets de taxes. Le solde de ce marché a été dûment acquitté par GrandAngoulême.

Par un courrier en date du 17 juin 2016, la société COVERIS a fait part de son refus de signer les décomptes généraux du marché n°2012/20 et, en sa qualité de mandataire du groupement, a adressé à GrandAngoulême un mémoire en réclamation d'un montant de 1 139 424,46 € au titre du solde du marché, auquel s'ajoute une demande d'exonération des pénalités de retard pour un montant de 23 700 €.

Toutefois, prenant en considération des erreurs de calcul, le montant du mémoire en réclamation doit être ramené à la somme de 1 139 422,18 € à laquelle s'ajoutent 23 700 € au titre de l'exonération des pénalités de retard.

Pour justifier sa réclamation, la société COVERIS estime que :

- Au titre du marché de base et de ses avenants, GrandAngoulême ne s'est pas acquitté de l'intégralité des sommes dues. Elle évalue ce reliquat à 30 073,45 €.
- Les décomptes généraux contiennent des erreurs dans le calcul, des révisions de prix et des intérêts moratoires appliqués du fait du retard dans le paiement des situations de travaux.
- Le décompte ne prend pas en considération l'intégralité des travaux, non compris dans le marché, qu'elle a réalisés avec ou sans ordre de service ou avenant. Elle en sollicite le paiement pour un montant global de 209 156,96 € HT réparti entre les cotraitants de la manière suivante :
 - 182 335,76 euros HT pour la société COVERIS ;
 - 26 821,20 pour la société SAREC.
- Les retards de chantier et les décalages des plannings d'études et de travaux ont engendré des coûts supplémentaires au regard des moyens techniques et humains qui ont dû être mis en place. Elle sollicite la prise en charge par GrandAngoulême de ces surcoûts évalués à 852 370,48 € HT réparti entre les cotraitants de la manière suivante :
 - 807 372,94 € HT pour la société COVERIS (440 958 € au titre de coûts directs et 366 414,94 € au titre de coûts indirects);
 - 44 997,54 € HT pour la société SAREC.
- Les pénalités de retard sont indûment appliquées.

Par une requête en date du 7 novembre 2016 enregistrée sous le numéro 598-16, la société COVERIS a saisi le Comité Consultatif Interrégional de Règlement Amiable des Litiges (CCIRA) de Bordeaux afin d'obtenir son avis sur ses demandes formulées dans le cadre du mémoire en réclamation. GrandAngoulême a été invité à formuler des observations en réponse avant le 5 janvier 2017.

C'est dans ces conditions que les parties se sont rapprochées pour envisager l'hypothèse d'un règlement amiable.

Des pourparlers se sont alors engagés entre les parties, à l'issue desquels elles ont mutuellement reconnu :

- que la demande de la société COVERIS au titre « du montant restant dû sur le marché de base +avenants 1 et 2 » est devenue sans objet car elle a été traitée et soldée dans le décompte général notifié par GrandAngoulême ;
- que la demande de la société COVERIS au titre des « erreurs dans le calcul des révisions de prix et des intérêts moratoires dus à raison du retard dans le paiement des situations de travaux » (cf. chapitres 8 et 9 de la partie COVERIS et point 5 de la partie SAREC) est devenue sans objet car elle a été soldée par GrandAngoulême à la suite de son courrier en date du 4 août 2016 ;
- que les éléments supplémentaires apportés par les sociétés COVERIS et SAREC ont permis de justifier de la réalité et du montant de travaux supplémentaires indispensables réalisés avec ou sans ordre de service/avenant que le GrandAngoulême risque de devoir indemniser dans le cadre d'une procédure contentieuse avec des intérêts moratoires importants eu égard à la durée d'une procédure ;

- que les désaccords persistaient entre elles sur le bien-fondé et l'étendue des autres postes du mémoire de réclamation tenant aux décalages de planning et à l'exonération des pénalités de retard ;
- qu'elles étaient néanmoins désireuses de régler à l'amiable le différend les opposant et d'éviter les frais et délais inhérents à une procédure contentieuse devant le juge administratif ;

Cette résolution amiable pourrait prendre la forme d'une transaction au sens des articles 2044 et suivants du Code Civil.

Pour être recevable, la transaction suppose :

- un contrat écrit et signé des parties ;
- mettant fin à un litige ou visant à le prévenir ;
- portant sur un objet licite c'est-à-dire ne dérogeant pas aux lois, aux règlements, aux bonnes mœurs ;
- comprenant un préjudice/chef de préjudice réel ou qui engage la responsabilité de la personne publique ;
- des concessions réciproques de la part des parties.

Les parties, désireuses de régler à l'amiable le litige qui les oppose, ont donc décidé, après avoir pris l'exacte mesure de leur désaccord, et en pleine connaissance de leurs droits respectifs, de consentir des concessions réciproques sur la base de ce qui précède, et de mettre fin à leur litige sur le fondement de l'accord transactionnel et irrévocable dont la teneur suit.

Sans aucune reconnaissance de responsabilité, le présent Protocole a pour objet exclusif de terminer toute contestation née ou à naître entre GrandAngoulême et les sociétés COVERIS et SAREC, au sujet du mémoire de réclamation en date du 17 juin 2016 émis dans le cadre de l'exécution du marché de travaux n°2012/20, lot n°1 « *Macro lot – clos couvert* ».

Concessions de GrandAngoulême

➤ à l'égard de la Société COVERIS

GrandAngoulême s'engage à verser à la société COVERIS qui l'accepte :

- d'une part, la somme globale de **150 449,80 € HT** pour la réalisation de travaux supplémentaires non prévus dans le marché n°2012/20 et indispensables à la réalisation de l'ouvrage dans les règles de l'art ;
- d'autre part, la somme globale de **53 452 € HT** correspondant au surcoût engendré par la location de plates-formes élévatrices différentes et plus onéreuses que le matériel prévu au marché, rendue indispensable par des difficultés d'accessibilité au chantier intervenues en raison du décalage de planning ce, sans préjudice de l'éventuelle responsabilité du maître d'œuvre ;
- enfin, la somme de **124 650 € nets de taxes** à titre d'indemnité pour le surcoût exposé par la société COVERIS pour l'encadrement du chantier.

➤ **à l'égard de la Société SAREC**

GrandAngoulême s'engage à verser à la société SAREC qui l'accepte :

- d'une part, la somme globale de **23 681,70 € HT**, pour la réalisation de travaux supplémentaires non prévus dans le marché n°2012/20 et indispensables à la réalisation de l'ouvrage dans les règles de l'art

- d'autre part, la somme globale de **3 360 € HT** correspondant au surcoût engendré par la location de la nacelle articulée ADH32 de 32 mètres différente et plus onéreuse que le matériel prévu au marché, rendue indispensable par des difficultés d'accessibilité au chantier intervenues en raison du décalage de planning ce, sans préjudice de l'éventuelle responsabilité du maître d'œuvre

- enfin, dans le cadre du décompte général, une pénalité d'un montant de 20 900 € a été infligée à la société pour un retard de 209 jours sur le planning. Au titre des concessions réciproques, GrandAngoulême accepte d'exonérer partiellement la société du paiement de cette pénalité à hauteur de 10 000 €, correspondant à 100 jours de retard. En conséquence, le solde de la pénalité, soit 10 900 €, reste acquis à GrandAngoulême.

Concessions de la Société COVERIS

En contrepartie des concessions faites par GrandAngoulême, la société COVERIS renonce à l'intégralité des autres prétentions à savoir :

- ✓ ses demandes relatives aux sommes restant dues au titre du marché de base et des avenants et aux erreurs dans le calcul des intérêts moratoires et des révisions de prix ;
- ✓ ses demandes au titre des travaux supplémentaires réalisés, avec ou sans ordre de service, autres que ceux expressément acceptés par GrandAngoulême, lesquelles représentent la somme de **31 885,96 €** ;
- ✓ ses demandes de prise en charge de coûts directs liés au retard de chantier et au décalage des plannings autres que ceux expressément acceptés par GrandAngoulême, lesquelles représentent la somme de **262 856 €** ;
- ✓ les préjudices financiers indirects liés aux décalages des plannings d'études et de travaux d'un montant global de **366 414,94 €** ;
- ✓ l'exonération des pénalités de retard qui lui ont été infligées soit la somme de **2 800 €**.

Concessions de la Société SAREC

En contrepartie des concessions faites par GrandAngoulême, la société SAREC renonce à l'intégralité de ses autres prétentions à savoir :

- ✓ sa demande relative aux erreurs dans le calcul des intérêts moratoires et des révisions de prix ;
- ✓ l'intégralité de ses demandes au titre des travaux supplémentaires et modificatifs, autres que ceux expressément acceptés par GrandAngoulême, lesquelles représentent la somme de **3 139,50 € HT**
- ✓ l'intégralité de ses demandes indemnitaires relatives à l'indemnisation des préjudices liés à l'allongement du planning, autres que celles expressément acceptés par GrandAngoulême, lesquelles représentent la somme de **41 637,54 €**.
- ✓ l'exonération de la pénalité de retard qui lui a été infligée à concurrence de **10 900 €**.

Ces concessions réciproques seraient reprises dans un protocole transactionnel qui, moyennant sa complète et parfaite exécution, mettrait fin au litige opposant GrandAngoulême aux titulaires du lot n°1 « Macro lot-clos couvert ».

Il vaudrait également décompte général et définitif du marché n°2012/20 au sens de l'article 13.4.5 du CCAG travaux applicable (2009).

À cet égard, il est précisé qu'en application du protocole, GrandAngoulême serait redevable au titre du solde du marché 2012/20 de la somme globale de **411 782,20 €**, répartie comme suit entre les cotraitants :

- ✓ **42 450,04 € TTC** (3 360,00 € HT soit 4 032,00 € TTC +23 681,70 € HT soit, 28 418,04 € TTC + 10 000 €) pour la société SAREC ;
- ✓ **369 332,16 € TTC** (203 901,80 HT soit, 244 682,16 TTC + 124 650 € nets de taxe) pour la société COVERIS. Toutefois, la société COVERIS restant redevable à l'égard de GrandAngoulême de la somme globale de 26 858,75 (24 058,75 € TTC au titre du solde du décompte général + 2 800 € net de taxes au titre des pénalités de retard), après compensation, GrandAngoulême verserait à la société COVERIS la somme nette de 342 473,41 € TTC (369 332,16 € TTC – 24 058,75 € TTC - 2 800,00 €).

En outre, la société COVERIS, mandataire du lot n°1 « Macro lot-clos couvert », se désistara de l'action engagée pour le compte des membres du groupement auprès du CCIRA de Bordeaux par requête en date du 7 novembre 2016, enregistrée sous le numéro 598-16.

Enfin, comme il en est coutume, ce protocole contiendrait une clause de confidentialité soumettant les parties à une totale discrétion sur les dispositions qu'elle contient.

Je vous propose :

D'APPROUVER le recours à la transaction afin de mettre un terme au différend opposant GrandAngoulême et les sociétés COVERIS et SAREC au titre de l'exécution du marché 2012/20 sur la base des concessions réciproques susmentionnées.

D'AUTORISER Monsieur le Président ou Madame Fabienne GODICHAUD en sa qualité de vice-présidente en charge de la commande publique, à signer le protocole transactionnel afférent.

**APRES EN AVOIR DELIBERE,
LE BUREAU COMMUNAUTAIRE,
A L'UNANIMITE DES SUFFRAGES EXPRIMES,
ADOpte LA DELIBERATION PROPOSEE.**

Certifié exécutoire :	
<u>Reçu à la Préfecture de la Charente le :</u> 28 février 2017	<u>Affiché le :</u> 28 février 2017